

ON EN PARLE À ROME

# Le serment des économistes anti-euro à Rome

Naissance du manifeste pour la sortie des pays les plus compétitifs de la zone euro.

Pierre de Gasquet

pierre.degasquet@lesechos.fr  
— Correspondant à Rome

On pourrait les appeler les « économistes débridés », par opposition aux « atterrés ». Au lendemain du triomphe d'Angela Merkel, les économistes anti-euro ont voulu marquer le coup en présentant leur manifeste pour la « segmentation contrôlée de la zone euro » à Rome. La date et le lieu avaient été choisis avant les élections allemandes. Parmi les signataires du « brûlot », ironiquement baptisé « Manifeste de solidarité européenne », et présenté lundi soir à l'université privée Link Campus, figurent l'ex-patron du

Medef allemand, Hans-Olaf Henkel, et l'économiste italien Alberto Bagnai – auteur d'un ouvrage remarqué sur le « crépuscule de l'euro » –, mais aussi les Français Jean-Jacques Rosa (IEP Paris), Jacques Sapir (EHESS), Jean-Pierre Vespérini et Brigitte Granville (Queen Mary University).

« *L'euro est aujourd'hui beaucoup trop fort pour l'industrie italienne et beaucoup trop faible pour l'industrie allemande* », a lancé Hans-Olaf Henkel, l'ancien président de la puissante fédération de l'industrie allemande (BDI) de 1995 à 2000. « *Soutenir le projet de l'euro a été la plus grosse erreur de toute ma carrière professionnelle* », a reconnu ce farouche partisan

d'une partition de l'Europe en deux zones monétaires séparées : l'une, pour le Nord, réservée aux pays les plus compétitifs, et l'autre dotée d'un euro faible pour les pays du Sud. « *La situation actuelle est un désastre total pour l'Italie et l'Allemagne* », a renchéri l'auteur d'un pamphlet à succès intitulé « Comment l'escroquerie de l'euro menace notre prospérité », paru en 2000.

« *Je ne tiens pas du tout à recevoir un seul euro de l'Allemagne ; pourquoi le contribuable allemand voudrait-il nous financer ?* », a approuvé, de son côté, l'économiste Claudio Borghi Aquilini, proche du parti de Silvio Berlusconi, qui figure au côté de l'économiste de gauche

Jacques Sapir sur la liste des conjurés. « *Un euro plus faible améliorerait la compétitivité des pays de l'Europe méridionale et les aiderait à sortir de la récession et à revenir à la croissance* », estiment les signataires qui plaident en faveur d'une « segmentation contrôlée » de la zone euro à travers la sortie des pays les plus compétitifs en invoquant notamment la réduction du risque de panique bancaire dans les pays du Sud.

Au lendemain de la percée du parti anti-euro AfD (Alternative für Deutschland) aux élections allemandes (à 4,7 %), plus qu'un baroud d'honneur, c'est un avertissement des « économistes débridés » pour prendre date. ■